

LA 3ÈME MISSION DE L'UNIVERSITÉ EN TUNISIE : PARTENARIAT POUR LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL ET ÉCONOMIQUE

République Tunisienne
Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique

Delegation de l'Union européenne en Tunisie

ANPR
Agence Nationale de la Promotion de la Recherche scientifique

HERE Erasmus+
NATIONAL ERASMUS+ OFFICE OF TUNISIA
HIGHER EDUCATION REFORM EXPERTS

LA 3ÈME MISSION DE L'UNIVERSITÉ

PARTENARIAT POUR LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL ET ÉCONOMIQUE

09-10 JUILLET 2025 09H00 AM Hôtel Acropole
Les Berges du Lac Tunis

Inscription

Sommaire :

INTRODUCTION

Contexte général du Séminaire

Objectifs du Séminaire

Acteurs impliqués

Note conceptuelle et agenda

DÉROULEMENT DU SÉMINAIRE

- Première journée : 9 juillet 2025
- Deuxième journée : 10 juillet 2025

RECOMMANDATIONS ET PERSPECTIVES

ANNEXE 1 : DÉROULEMENT DU PANEL - questions des panélistes

ANNEXE 2 : PHOTOS DE L'ÉVÉNEMENT

ANNEXE 3 : BUREAU NATIONAL ERASMUS+ ET COMITÉ HERE

Introduction

1. Contexte général de la TAM :

Les universités doivent faire face aux changements rapides et à l'environnement dynamique dans lequel elles évoluent, à savoir l'évolution rapide des besoins du marché du travail, la digitalisation, le changement climatique et la transition vers des économies sans carbone.

L'université doit apporter des solutions aux défis sociétaux et économiques et préparer le citoyen de l'avenir en préparant des approches globales et stratégiques. Ainsi l'université dans son écosystème a un rôle évolutif y compris sa contribution à l'innovation, la collaboration, au développement socio-économique et à la citoyenneté.

L'ouverture de l'université vers le monde socio-économique pourra se manifester sous plusieurs formes : Établissement des partenariats avec les universités, l'industrie et la société civile afin de relever les défis réels liés au développement durable

La troisième mission met également en avant des stratégies de transformation institutionnelle innovantes, telles que l'interdisciplinarité et la transdisciplinarité de la recherche et de l'éducation, les approches d'apprentissage tout au long de la vie et basées sur les défis, l'accès ouvert à la recherche et à l'éducation, également la relation entre université-institution.

Dans ce contexte, le Bureau National Erasmus+ Tunisie, le comité des HERE (Higher Education Reform Experts), le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique de Tunisie et la Délégation de l'Union Européenne en Tunisie (DUE), en collaboration avec l'Agence Nationale de Promotion de la Recherche Scientifique (ANPR) organisent un séminaire dans le cadre d'une Mission d'Assistance Technique (TAM), intitulé: «La Troisième Mission de l'Université : Partenariat pour le Développement Social et Économique », et ce les 9 et 10 juillet 2025 à l'Hôtel Acropole , Tunis – Berges du Lac.

Objectifs de la TAM :

Le séminaire examinera de près les éléments suivants :

Le séminaire permettra de comprendre la troisième mission : avantages et impact et donner des benchmarks européens réussis.

Comment les universités contribuent à répondre aux besoins sociétaux et spécifiquement régionaux.

Comment assurer un engagement local et communautaire (collaboration avec la société civile et les autorités régionales ou locales, collaboration avec des entreprises, collaboration avec des start-up, etc.).

- Comment assurer une troisième mission efficace dans les universités.
- Quelles stratégies faut-il adopter pour que l'université maximise son impact; comment intégrer l'innovation dans l'enseignement pour répondre aux besoins sociétaux. Quels outils pour une troisième mission efficace et efficiente au sein de l'université

2. Acteurs impliqués:

- Représentants du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique (notamment la Direction Générale de la Rénovation Universitaire et la Direction Générale des Affaires Estudiantines)
- Responsables et cadres universitaires (vice-présidents d'universités, professeurs émérites)
- Experts HERE (Higher Education Reform Experts)
- Chaires UNESCO
- Instituts de recherche (comme l'Institut Pasteur de Tunis)
- Acteurs de l'innovation et de l'entrepreneuriat (directeurs de structures d'accompagnement)
- Représentants de la société civile et des organisations partenaires
- Membres du Bureau National Erasmus+ Tunisie
- Délégation de l'Union Européenne en Tunisie
- Agence Nationale de Promotion de la Recherche Scientifique (ANPR)

4. Note conceptuelle et Agenda :

[Note Conceptuelle et Agenda](#)

Enregistrements:

Les enregistrements de la 1ère journée de la TAM sont accessibles via les liens suivants:

- [Partie 1](#)
- [Partie 2](#)
- [Partie 3](#)
- [Partie 4](#)

Présentations:

Les différentes présentations relatives à la TROISIÈME MISSION DANS LES UNIVERSITÉS sont disponibles via le lien ci-joint :

[Presentation1, Dimensions possibles des relations sciences-sociétés et mission transformative des universités Andrea Vargiu](#)

[Presentation2, Recherche partenariale pour l'intérêt général : stratégies institutionnelles et nationales Glen Millot](#)

[Presentation 3 , Atelier-scénario : un outil pour la co-construction, Living Lab « L'esprit des sciences », Glen Millot](#)

1. 1ère journée :

La première journée de la TAM a été un moment fort d'échange des connaissances et savoirs faire en relation avec la troisième mission des universités, marquée par une forte participation avec plus de 130 personnes présentes. L'événement a réuni un public très varié : des représentants du ministère, des enseignants-chercheurs, des responsables d'universités, des experts, mais aussi des acteurs du monde de l'innovation et des associations.

Les échanges ont été riches et dynamiques, grâce à des présentations claires, des témoignages concrets et des discussions ouvertes sur le concept du "Third mission" .

- **Session 1: la troisième mission dans les universités et le système de l'enseignement supérieur ; Concepts clés et analyse comparatives .**

Les différents Résumés exécutif des interventions des experts:

Résumé exécutif de l'intervention du Prof Andrea Vargiu([Transcription Brute](#) , [Présentation ANDREA VARGIU](#) , [Synthèses présentation+transcription](#))

Résumé exécutif de l'intervention du DR. GLEN MILLOT ([Transcription Brute](#) , [Présentation DR. GLEN MILLOT](#), [Synthèses présentation+transcription](#))

ÉTAT DES LIEUX : Analyse de situation (la Tunisie)([Transcription Brute](#) , [Synthèses Exécutif](#))

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Conférence du Professeur Andrea Vargiu

« Dimensions possibles des relations sciences-sociétés et mission transformative des universités »

1. CONTEXTE ET ÉVOLUTION HISTORIQUE

Le Professeur Vargiu, sociologue à l'Université de Sassari, a présenté une analyse approfondie des transformations des relations entre universités et sociétés, soulignant que l'idée de la troisième mission universitaire n'est pas nouvelle et remonte à la fin du 19^{ème} siècle.

1.1 Modes de production du savoir

La transition du Mode 1 au Mode 2 de production de connaissances illustre un changement fondamental :

- Mode 1 (traditionnel) : Institutions fermées, agendas définis par les chercheurs, recherche disciplinaire, transfert unilatéral des résultats, financement public dominant
- Mode 2 (émergent) : Réseaux de collaboration, agendas définis dans le contexte d'application, approche transdisciplinaire, interaction multidirectionnelle, diversité des sources de financement

1.2 Évolution du financement

Un tournant majeur s'est produit dans les années 1980 :

- Aux États-Unis, la dépense privée en R&D a dépassé la dépense fédérale, marquant le début de l'économie de la connaissance
- En Europe, les investissements du secteur privé dominent largement les fonds publics et non-profit
- Cette orientation s'inscrit dans la stratégie de Lisbonne (2000) visant à faire de l'Europe l'économie de la connaissance la plus compétitive au monde

2. DÉFIS CONTEMPORAINS

2.1 Questions émergentes

- Baisse de la confiance dans la science (notamment observée pendant la pandémie COVID-19)
- Attention croissante portée aux valeurs publiques de la science
- Demande croissante de gouvernance démocratique des politiques scientifiques et technologiques

2.2 Culture de recherche actuelle

Les recherches du Wellcome Trust révèlent que les chercheurs décrivent leur environnement actuel comme caractérisé par :

- Compétition intense et pression constante
- Insécurité professionnelle
- Individualisme forcé

Face à cela, ils aspirent à une culture collaborative, de soutien mutuel et favorisant la créativité. L'Université de Gand a pris l'initiative symbolique de sortir de « la course des rats » entre individus et institutions.

3. LES TROIS DIMENSIONS DE LA TROISIÈME MISSION

Le Professeur Vargiu propose un cadre analytique basé sur trois principes de régulation sociale (Polanyi, 1944) qui définissent trois approches distinctes de la troisième mission :

3.1 Knowledge Transfer (Transfert de connaissances)

- Acteur régulateur : Marché
- Principe : Échange
- Relations : Asymétriques
- Intérêts : Techniques et instrumentaux
- Épistémologie : Empirique-analytique

3.2 Public Engagement

- Acteur régulateur : État
- Principe : Redistribution
- Relations : Asymétriques
- Participation : Coopération
- Épistémologie : Herméneutique-interprétative

3.3 Community Engagement

- Acteur régulateur : Communauté
- Principe : Réciprocité
- Relations : Symétriques
- Participation : Engagement et action

- Épistémologie : Critique et émancipative

Note importante : En Italie, moins de 8% des universitaires pratiquent le knowledge transfer, tandis que la majorité s'engage dans le public et community engagement.

4. VERS UN NOUVEAU CONTRAT SOCIAL

4.1 Recherche et Innovation Responsables (RRI)

L'Union Européenne a développé le cadre RRI, défini comme :

« Un processus transparent et interactif par lequel les acteurs sociaux et les innovateurs deviennent mutuellement responsables de l'acceptabilité éthique, de la durabilité et de la désirabilité sociale du processus d'innovation et de ses produits commerciaux. »

Les implications incluent :

- Science pour la société : démocratiser la gouvernance des intentions
- Science avec la société : intégrer anticipation, réflexivité et inclusion
- Responsabilité collective soutenue par le débat public

4.2 Science Ouverte

L'UNESCO définit la science ouverte autour de quatre piliers essentiels :

- Accès ouvert à la connaissance scientifique (Open Data)
- Infrastructure ouverte
- Engagement des acteurs sociétaux
- Dialogue ouvert avec d'autres systèmes de connaissance

Observation critique : La plupart des pays européens (France, Italie) se concentrent sur les deux premiers piliers techniques, négligeant souvent l'engagement sociétal et le dialogue interculturel de savoirs.

5. L'UNIVERSITÉ TRANSFORMATIVE

5.1 Définition et concept

L'université transformative se caractérise par :

- La capacité d'apporter un changement positif à la société
- L'engagement pour l'innovation sociale positive et la responsabilité sociale
- La priorité à la collaboration transdisciplinaire, la diversité et l'inclusion
- Le leadership éthique et la durabilité

Point clé : La transformation n'est pas une mission parmi d'autres, mais LA mission fondamentale qui englobe recherche, enseignement et service comme instruments de changement.

5.2 Changement transformateur

Défini comme une modification profonde et durable caractérisée par :

- Durabilité : Changements qui perdurent dans le temps
- Intensité : Modifications en profondeur, pas superficielles
- Intentionnalité : Poursuite délibérée et planifiée du changement

5.3 Opérationnalisation

L'université transformative repose sur trois piliers opérationnels :

- **Recherche transformative : Co-conception et co-production par collaboration transdisciplinaire**
- **Éducation transformative : Apprentissage transformateur dans des contextes centrés sur l'apprenant**
- **Changement institutionnel : Renouvellement des logiques opérationnelles et organisationnelles**

6. ENSEIGNEMENTS ET DÉFIS PRATIQUES

6.1 Principaux enseignements

Harmonie (approche tripartite) :

- Harmoniser les échelles de temps et horizons de tous les acteurs
- Cartographier les intérêts et déséquilibres de pouvoir
- Créer des environnements relationnels sûrs pour tous

Mélodie (approche pragmatique) :

- Décomposer les grands défis en unités exploitables
- Élaborer des outils de partenariat équitable et durable
- Privilégier le Community-Based Learning (CBL)

6.2 Défis identifiés

Au niveau de l'engagement :

- Finances limitées

- Contraintes temporelles
- Besoin de capital social et compétences relationnelles

Au niveau institutionnel :

- Environnement compétitif, turbulent et individualiste
- Lutttes de pouvoir et déséquilibres
- Système de récompenses inadapté

Au niveau systémique :

- Instabilité normative et rigidité réglementaire
- Commercialisation des connaissances
- Pression sur la performance mesurable
- Fragilité des partenaires communautaires

7. RECOMMANDATIONS STRATÉGIQUES

7.1 Repositionner l'enseignement supérieur

- Enseignement supérieur au service du bien public : Maintenir l'indépendance avec un mandat pour la recherche, l'éducation et l'engagement communautaire orientés vers le bien public
- Enseignement supérieur socialement inclusif : Embrasser et valoriser la diversité de perspectives, communautés et expériences
- Diversité épistémologique : Reconnaître et valoriser différents systèmes de connaissances au-delà du savoir académique dominant
- Réactivité contextuelle : Adapter enseignement, recherche et service aux besoins locaux et contextuels

7.2 Traits institutionnels essentiels

- Responsabilité sociale (Accountability) : Résultats et impacts définis selon des critères socialement pertinents et collectivement définis
- Durabilité : Construction d'une vision participative et planification stratégique au-delà de la logique de projet
- Gouvernance participative : Cultiver pratiques participatives et instruments de co-programmation
- Partenariats égaux : Collaboration transdisciplinaire et intersystémique sur base d'égalité

7.3 Actions recommandées

- Abandonner la rhétorique de la concurrence et les classements : Les rankings mondiaux perpétuent la domination d'universités élitistes et amplifient les inégalités
- Favoriser la diversité par l'engagement : Trouver des moyens d'engagement respectueux avec la diversité d'acteurs sociaux
- Assurer l'alignement des politiques : Synchroniser initiatives à tous les niveaux du système (chercheurs, institutions, État, Europe)

8. POINTS SAILLANTS DES QUESTIONS-RÉPONSES

8.1 Formation et éducation transformative

L'éducation transformative implique :

- Apprentissage collaboratif centré sur l'apprenant (pas transfert de connaissances unidirectionnel)
- Valorisation des savoirs apportés par les étudiants
- Community-Based Learning : travailler sur problèmes réels avec partenaires communautaires
- Construction collective du questionnement (pas imposée par l'université)

8.2 Question du savoir légitime

Point critique soulevé : La science ne doit pas se poser comme ayant le monopole du savoir. Le Professeur Vargiu insiste sur la nécessité d'humilité épistémologique :

- Reconnaître la validité d'autres formes de connaissances (savoirs traditionnels, pratiques locales)
- Éviter la posture d'expert qui crée des déséquilibres de pouvoir
- Apprendre des contextes historiquement colonisés où le savoir légitime a été imposé

8.3 Rôle des autorités publiques

Les ministères et autorités devraient :

- Préserver l'autonomie universitaire : Fondamentale pour l'engagement authentique et les bénéfices publics
- Établir des mécanismes d'accountability horizontale : Rendre compte aux citoyens, pas seulement aux instances supérieures
- Assurer l'alignement des politiques : Entre chercheurs, institutions, système national et cadre européen

Observation du terrain (recherche en cours du Prof. Vargiu) : Là où il y a alignement entre niveau individuel, institutionnel et politique, l'engagement fonctionne très bien. En Italie, les ruptures entre niveaux créent des obstacles majeurs.

9. CONCLUSION

Le Professeur Vargiu propose une vision radicale mais pragmatique de la transformation universitaire. Son message central est que les universités doivent abandonner la logique de compétition néolibérale pour embrasser leur rôle transformatif au service du bien public. Cela nécessite :

- Un changement profond de culture institutionnelle
- Une reconnaissance de la pluralité des savoirs
- Des partenariats égalitaires avec les communautés
- Une évaluation basée sur l'impact social réel, pas les métriques de performance
- Un alignement cohérent des politiques à tous les niveaux du système

Cette transformation n'est pas utopique mais repose sur des expériences concrètes et des cadres politiques existants (RRI, Science Ouverte, recommandations UNESCO). Le défi réside dans la volonté politique et institutionnelle de les mettre en œuvre systématiquement.

Résumé exécutif - Intervention de Dr. Glen Millot

Recherche partenariale pour l'intérêt général - Stratégies institutionnelles et nationales

Événement : Tunis, 9 juillet 2025

Contexte et perspective de l'intervenant

Dr. Glen Millot, coordinateur de l'association Sciences Citoyennes (23 ans d'existence), présente un point de vue situé : français basé à Bruxelles, avec une expérience en francophonie et au niveau européen. Ancien chercheur en hydrodynamique, il s'est réorienté vers les questions de gouvernance de la recherche et des rapports sciences-sociétés après avoir constaté les dysfonctionnements du monde académique (concurrence pour les financements, manipulation de données).

1. Financement public de la recherche sous influence

Budget européen de recherche et innovation

- **97 milliards d'euros** pour 2021-2027 (10% du budget UE, 3ème poste de dépenses)
- Plus de **50% bénéficient aux entreprises et organismes privés**
- Moins de **3% du budget** va aux recherches avec les ONG

Bénéficiaires en France

Le classement révèle une forte présence industrielle :

1. CNRS
2. CEA
3. INSERM
4. **Thalès**
5. **Airbus**
6. INRAE
7. **Safran**
8. EDF
9. STMicroelectronics
10. Dassault Groupe

Influence des lobbies industriels

- **Juillet 2017** : Rapport Lab-Fap-App écrit par l'industrie définit les bases du programme
- **Septembre 2019** : 93 lobbyistes publient des positions communes favorisant la compétitivité industrielle
- Les Groupes Thématiques Nationaux (GTN) qui rédigent les positions françaises ne sont pas publics

Évolution problématique du programme européen

- Passage de "Science and Society" → "Science in Society" → "Science With and For Society" (SWAFS)

- **Disparition totale** de cette dimension dans Horizon Europe
- Le prochain programme-cadre sera dominé par un **Fonds européen de la compétitivité**
- Aucune mention de "société civile" ou "citoyens" dans le nouveau projet
- Focus exclusif sur l'innovation technologique (non sociale)

Situation française

- **2015** : Stratégie nationale France Europe 2020 → aucune évaluation depuis
- **20 nov. 2020** : Loi de Programmation de la Recherche prévoit un débat citoyen → aucune action à ce jour
- **8 nov. 2021** : France 2030 adopté en 45 minutes pour 35 milliards d'euros (« amendement le plus cher de la Vème République »)

Typologie des relations recherche publique/acteurs marchands

Relations financières → Conflits d'intérêts, biais ou non-publication, contrôle privé sur les recherches

Relations institutionnelles → Présence d'acteurs marchands dans les CA, entrave à la liberté d'expression, "sciences non faites"

Relations structurelles → Influence sur les normes (ex : produits chimiques et OCDE), éviction d'autres sources de connaissances

2. Participation citoyenne négligée

Modèles de démocratie technique

Modèle 1 - Instruction publique : double délégation (élus + scientifiques), déficit d'information du public

Modèle 2 - Débat public : science universelle mais lacunaire, consultation des non-experts

Modèle 3 - Co-production des savoirs : mobilisation des groupes concernés qui participent à la production de connaissances

Concepts clés

Sciences surfaites : Production influencée par des considérations culturelles ou intérêts matériels de groupes privilégiés (ex : ITER - milliards investis dans une technologie hypothétique alors que d'autres besoins climatiques et énergétiques sont urgents)

Sciences interdites : Recherches séquestrées pour motifs moraux, éthiques, politiques (ex : restrictions de Trump en 2025 aux États-Unis)

Sciences non faites : Domaines négligés malgré un potentiel significatif, recherches alignées avec les besoins citoyens (ex : absence de connaissances sur pollutions locales)

Étude comparative : ANR vs Horizon TERRE

Un projet collectif de 4 ans avec 40 représentants (recherche, enseignement supérieur, associations) a produit 434 propositions citoyennes. Comparaison des mots-clés :

Thème	ANR	Horizon TERRE
Génétique	409	3
Numérique	300	59
Quantique	288	0
Intelligence artificielle	61	1
Citoyen	27	68
Démocratie	26	65
Besoins	9	83
Sobriété	1	7
Low Tech	0	3

→ **Conclusion** : Les citoyens choisissent des projets radicalement différents, élargissant les orientations par la diversité des approches.

Échelle de participation

Du moins au plus participatif :

1. Information unilatérale
2. Consultation
3. Implication
4. Collaboration
5. **Partenariats durables** (objectif)

Principe clé : La participation doit impliquer un flux d'information **bidirectionnel** pour une combinaison précise des avis.

3. Soutien à la recherche participative

Définition et enjeux

Recherche participative : Co-production de savoirs par un collectif composé de chercheurs d'institutions publiques et d'acteurs concernés pour répondre à une demande sociale d'intérêt général.

Finalités multiples

- Faire avancer la recherche scientifique (résultats originaux)
- Répondre à des problématiques de terrain (sujets orphelins)
- Responsabiliser la recherche
- Accroître la citoyenneté étudiante par l'implication sociale
- Démocratiser les choix scientifiques et techniques

- Permettre une transformation sociale

Dispositifs internationaux de soutien

ARUC (Canada - Québec)

- **Lancé en 1999** (4 éditions : 1999, 2000, 2002, 2004)
- Financement : 600k\$ CAD pour 3 ans max
- Porteur : Conseil de recherche en sciences humaines du Canada (CRSH)
- Cibles : Chercheurs universitaires + organisations de la société civile

PICRI (France - Île-de-France)

- **Lancé en 2005** (11 éditions de 2005 à 2015)
- Financement : 150k€ pour 3 ans max
- Porteur : Conseil régional d'Île-de-France
- Cibles : Labos publics + OSC à but non lucratif
- A inspiré d'autres programmes régionaux français

REPERE (France - National)

- **Lancé en 2009** (2 éditions : 2010 et 2011)
- Financement : 150k€ pour 3 ans max
- Porteur : Ministère de la Transition écologique
- Objectif : Intégrer la participation des OSC dans la gouvernance de la recherche

CO3 - Co-Construction des Connaissances (Multi-bailleurs)

- **Lancé en 2018** (3 éditions : 2018, 2019, 2021)
- Porteurs : ADEME, Fondation de France, Agropolis Fondation, Fondation Carasso, FPH, Sciences Citoyennes
- Financement : 150k€ pour 3 ans (projets consolidés) ou 20k€ pour 1 an (projets émergence)
- Focus : Transition écologique et solidaire

Défis de la co-construction

Risques identifiés :

- Ne pas co-construire pendant le montage de projet → Besoin de temps pour l'émergence
- Reproduire les rapports de domination → Reconnaître différentes logiques sans hiérarchiser
- Craintes d'instrumentalisations réciproques → Atteinte à l'autonomie vs extractivisme
- Différences de temporalité et de langages
- Difficile valorisation → Suspensions face aux résultats "partisans"

Insuffisances institutionnelles :

- Manque de pérennisation des programmes (soumis aux aléas politiques)
- Critères d'évaluation inadaptés
- Évaluation rivée à la publication scientifique
- Difficultés à évaluer l'impact social
- Insuffisance de formation sur les spécificités de la recherche participative

4. outils des Sciences : interfaces universitaires avec la demande sociale

Concept et mission

Les outils des Sciences offrent aux groupes citoyens :

- Accès **gratuit ou à coût modique** aux ressources académiques
- Moyen d'améliorer conditions sociales et environnementales

Types de projets

- Études bibliographiques
- Accompagnement pour utilisation de connaissances scientifiques
- Recherches scientifiques
- Développements techniques

Publics cibles

- Associations, ONGs, collectifs
- Communautés locales
- Collectivités territoriales
- Entreprises de l'économie sociale et solidaire

Critères : organisations à but non lucratif, moyens limités, agissant pour l'intérêt général

Critères d'éligibilité des demandes

1. Question scientifique identifiable
2. Sujet pertinent pour un grand nombre (intérêt général)
3. Demande à but non lucratif
4. Processus participatif
5. Capacité d'utiliser les résultats
6. Capacité financière insuffisante
7. Résultats rendus publics

Formats de travaux

- Stage de M1 ou M2
- Intégration dans un cours universitaire
- Recherche-action participative (thèse, post-doc)

Exemples de projets

Sciences naturelles :

- Analyse mortalité hivernale des abeilles
- Mesure fonctionnalité corridors biologiques
- Diminution impacts production polycarbonates
- Nuisances sonores nocturnes d'éoliennes
- Étude épidémiologique diabète type 2 et hypertension (région Zaghouan, Tunisie)

Sciences humaines et sociales :

- Engagement associatif des femmes issues de migrations subsahariennes
- Transmission de l'histoire des luttes des immigrations

Développement historique et géographique

Années 1970 : Pays-Bas, USA

Années 1980 : Europe (Danemark, UK, Allemagne, Belgique, France)

Années 1990 : Expansion mondiale (Canada, Australie, Afrique du Sud, Asie)

Années 2000 : Consolidation européenne et asiatique

Années 2010 : Développement africain (Bénin, Sénégal, **Tunisie**)

Années 2020 : Cameroun, Niger, Suisse...

Réseaux

Living Knowledge (2003) : Réseau international

- Plus de 100 membres (noyau UE)
- Soutien Commission européenne
- Conférences régulières (LK1 à LK10, prochaine : Gdańsk 2026)
- Site : livingknowledge.org

Réseau francophone (2015) : Plus de 30 organisations sur 3 continents

- **Villes françaises** : Lyon (2013), Lille (2015), Montpellier (2017), Nice, Toulouse
- **International** : Québec (2011), **Tunis (2017)**, Parakou (Bénin), Dakar (Sénégal), Bruxelles
- Site : outilsdessciences.net
- École de printemps organisée à **Tunis en 2019**

Points clés de la session Questions-Réponses

Sur la gouvernance et l'autonomie

- Nécessité de mécanismes systémiques (pas seulement initiatives individuelles)
- Importance du réseautage entre institutions
- Exemple français : Programme SWAFS → création d'un réseau de 40 universités labellisées → transformation en association autonome pour pérenniser l'expérience
- **Principe** : Partir à plusieurs, jamais seul ; éviter la compétition qui stimule l'individualisme

Sur la marginalité actuelle

- Seulement **3% du budget Horizon 2020** pour projets avec acteurs de la société civile
- Enjeu : sauvegarder ces 3% face à la pression compétitivité
- Dynamiques fragiles mais d'énergie considérable

Sur le rôle transformatif des universités

- **Rôle premier des outils des Sciences** : Décliner les questions sociétales en questions de recherche
- Processus de **co-construction des questions** (pas seulement des réponses)
- Les acteurs sociétaux ne viennent pas avec des questions de recherche, mais avec des problématiques dont ils pensent bénéficier du regard scientifique
- Permet d'identifier les "angles morts" et "sciences non faites"

Sur les indicateurs et le matching

- Limite du simple matching offre/demande : ne permet pas d'identifier les questions hors des radars
- **Besoin fondamental** : Donner la parole aux acteurs de terrain pour identifier les besoins réels
- Sans cette écoute, les politiques restent "globalisantes" et inadaptées aux conditions locales

Conclusion et enseignements

La présentation démontre que malgré des intentions affichées de rapprochement entre sciences et sociétés, les mécanismes de financement et de gouvernance de la recherche restent largement orientés vers :

- La compétitivité industrielle
- L'innovation technologique
- Les intérêts des grands groupes privés

Face à cette situation, la recherche participative et les outils des Sciences représentent des alternatives concrètes, bien que fragiles et marginales (3% des budgets). Leur développement nécessite :

- Un soutien institutionnel pérenne
- Des réseaux solides (nationaux et internationaux)
- De nouveaux critères d'évaluation
- Une reconnaissance de la diversité des savoirs

L'enjeu central : Permettre à la recherche de répondre aux besoins sociétaux réels (climat, biodiversité, santé, développement local) plutôt qu'aux seules logiques de marché, en co-construisant les questions et les connaissances avec les acteurs concernés.

ÉTAT DES LIEUX DÉTAILLÉ : L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR TUNISIEN FACE À LA TROISIÈME MISSION

INTRODUCTION : UN PARADOXE TUNISIEN

La Tunisie présente un paradoxe fascinant : elle figure dans le **top 10 mondial** pour la production scientifique par habitant, mais se classe au **120ème rang** pour l'adoption et l'application de ses résultats de recherche. Cette dichotomie illustre parfaitement le défi de la troisième mission universitaire : comment transformer l'excellence académique en impact sociétal réel ?

DIMENSIONS QUANTITATIVES DU SYSTÈME

Le poids du secteur

- **≈ 300 000 étudiants** (secteurs public et privé confondus)
- **Plus de 200 formateurs** en entrepreneuriat qualifiés via le programme international "Comprendre l'entreprise"
- **8 000 vouchers** de formation numérique gratuite distribués (partenariat Microsoft/Smart Tunisia)
- **Une dizaine de gouvernorats** sans université propre

Le drame de l'employabilité

1 diplômé sur 3 ne trouve pas d'emploi

Ce chiffre révèle une **défaillance structurelle** de la première mission universitaire (la formation). Si un tiers des diplômés ne parvient pas à s'insérer professionnellement, c'est toute la légitimité du système qui est questionnée.

DIAGNOSTIC TERRITORIAL : UNE GÉOGRAPHIE DE L'INÉGALITÉ

La question taboue de la carte universitaire

La carte universitaire tunisienne constitue un **enjeu politique majeur** rarement abordé frontalement. Elle cristallise plusieurs problématiques :

Le problème de la couverture :

- Des **régions entières** dépourvues d'universités autonomes
- Des établissements "orphelins" rattachés à des universités situées dans d'autres gouvernorats
- Une impossibilité structurelle de **répondre aux besoins locaux** spécifiques

L'impact sur l'ancrage territorial :

"Comment avoir un impact local alors que l'institution universitaire est rattachée ailleurs ?"

Cette question, posée lors de l'atelier, souligne l'**impossibilité pour ces établissements** de développer une véritable troisième mission ancrée dans leur territoire.

Comparaison internationale révélatrice : L'exemple italien cité (Sardaigne vs Milan) illustre parfaitement cette problématique : des indicateurs identiques appliqués à des territoires différents produisent des évaluations **structurellement injustes**.

LE SYSTÈME DUAL : UNE ÉQUITÉ COMPROMISE

Public vs Privé : deux mondes parallèles

Secteur public :

- Concours ultra-sélectifs

- Nécessité d'être "parmi les meilleurs des meilleurs"
- Résistance, résilience et robustesse requises

Secteur privé :

- Moyenne de **10/20 au baccalauréat** suffisante
- Accès facilité aux meilleures formations d'ingénieurs

Conclusion de l'atelier :

"Est-ce que notre système aujourd'hui est inclusif ? Non. Les mesures concrètement ne sont pas si inclusives que ça."

Cette dualité pose une **question fondamentale d'équité sociale** : l'origine socio-économique détermine l'accès aux formations d'excellence, indépendamment du mérite académique pur.

LE PARADOXE DE LA PARITÉ INVERSÉE

Un décrochage scolaire masculin inquiétant

L'atelier a mis en lumière un phénomène peu discuté mais statistiquement avéré :

Le constat :

- Surreprésentation des filles dans l'enseignement supérieur
- **Décrochage massif des garçons** tout au long du parcours scolaire
- **50% de chances en moins** de réussite pour un garçon dès la naissance

La réflexion critique :

"Si ce constat était en Europe ou dans les pays développés, ils ne seraient pas fiers. Ils diraient 'on a un problème, on doit le soigner'."

Cette analyse invite à **dépasser la satisfaction apparente** d'une forte présence féminine pour interroger les mécanismes d'exclusion masculine à l'œuvre dans le système éducatif tunisien.

LA FUITE DES CERVEAUX : L'EXPORT DE "TALENTS BRUTS"

Un gaspillage de capital humain

La métaphore révélatrice : La Tunisie exporte deux types de "matières brutes" :

1. **Matières premières physiques** sans valeur ajoutée
2. **"Talents bruts"** : diplômés formés mais non valorisés localement

Le mécanisme :

- Formation de qualité → Diplôme obtenu → **Départ immédiat** vers l'étranger
- Impossibilité de **s'épanouir professionnellement** en Tunisie
- Aucun retour sur investissement pour le pays

L'enjeu économique : Cette hémorragie représente une **double perte** :

- Perte du coût de formation (investissement public)
- Perte du potentiel d'innovation et de développement local

LE FOSSÉ RECHERCHE-SOCIÉTÉ : 120ÈME RANG MONDIAL

Une excellence scientifique sans impact

Le paradoxe quantitatif/qualitatif :

- **Top 10 mondial** : production scientifique par habitant
- **120ème rang** : adoption et valorisation de cette recherche

Traduction concrète :

- Publications internationales abondantes
- Brevets et innovations locales : **quasi-inexistants**
- Transfert technologique : **défaillant**
- Collaboration université-industrie : **embryonnaire**

L'exemple probant : la crise COVID-19

La pandémie a démontré la **capacité de mobilisation** des universités tunisiennes :

- Mise à disposition rapide des compétences
- Développement de solutions adaptées
- Réponse coordonnée à un défi sociétal majeur

Cette crise a prouvé que l'université **peut** avoir un impact sociétal décisif... quand le contexte l'exige absolument.

La question résiduelle : Pourquoi cette capacité ne s'exprime-t-elle qu'en situation d'urgence ? Comment la rendre systématique ?

GOVERNANCE : L'AUTONOMIE INTROUVABLE

Des structures existantes mais entravées

Le diagnostic institutionnel :

Centres de carrière et de certification des compétences :

- Créés dans plusieurs universités
- **Sans autonomie administrative**
- **Sans autonomie financière**
- Absence de statut juridique clair

Pôles étudiants entrepreneurs :

- Initiatives prometteuses
- Fonctionnement basé sur le **bénévolat non reconnu**
- Impossibilité de développer une stratégie pérenne

Le cercle vicieux bureaucratique :

Absence d'autonomie



Processus de décision lourds



Impossibilité de réactivité



Opportunités manquées



Frustration des acteurs



Renforcement de l'inertie

L'expérience vécue citée :

"Il faut beaucoup de souplesse dans les réactivités. Quand on veut faire un événement, se faire payer une action... On passe par des processus bureaucratiques d'autorisation."

Cette **rigidité administrative** tue dans l'œuf de nombreuses initiatives de troisième mission.

L'INCLUSION : UN CONCEPT À MULTIPLES FACETTES

1. Inclusion territoriale : l'université de proximité manquante

Le problème :

- Régions entières sans accès universitaire local
- Nécessité de mobilité (coût, déracinement)
- **Barrière invisible** pour les familles modestes

2. Inclusion socio-économique : le déterminisme de l'origine

Les mécanismes d'exclusion :

- Coût indirect de la scolarité (transport, hébergement, matériel)
- Système dual favorisant les catégories aisées (accès au privé)
- Absence de **véritable égalité des chances**

3. Inclusion des personnes à besoins spécifiques

Constat unanime :

"Les personnes à besoins spécifiques sont mal accueillies dans nos universités"

Les dimensions du problème :

- Infrastructures inadaptées
- Absence de dispositifs d'accompagnement
- Méconnaissance des besoins spécifiques
- **Pas de partenariats** avec le monde socio-économique pour faciliter l'insertion

LES PRATIQUES INVISIBLES : UN CAPITAL INEXPLOITÉ

L'iceberg de la troisième mission

La révélation de l'atelier :

"Parfois, on ne se rend pas compte que nos collègues font déjà beaucoup, sauf que ce n'est pas vraiment visible."

Activités non valorisées identifiées :

Au niveau des enseignants-chercheurs :

- Recherche participative avec les communautés
- Collaborations informelles avec des entreprises
- Expertise pour des organisations locales
- Engagement dans des associations

Au niveau des étudiants :

- Clubs étudiants actifs
- Associations organisant des événements
- Initiatives entrepreneuriales informelles
- Projets de service civique

Au niveau institutionnel :

- Conventions existantes mais non exploitées
- Partenariats dormants
- Infrastructures sous-utilisées

Le problème fondamental : Ces activités ne sont **ni recensées, ni valorisées, ni reconnues** dans les mécanismes d'évaluation. Elles restent invisibles aux yeux de l'institution et du système d'évaluation national.

LA BUREAUCRATISATION : PERTE DU SENS

Le poids de l'administratif

Le témoignage d'un chercheur :

"On est toujours très pris par des questions techniques administratives. On doit faire des projets, on passe beaucoup de temps pour rédiger les comptes rendus, les budgets... C'est très facile de perdre le sens de notre travail."

L'impact sur la motivation :

- Éloignement des **motivations personnelles initiales**
- Frustration face à la multiplication des tâches non-académiques
- Risque de **burn-out administratif**

Le contraste révélateur :

"Quand je fais de la recherche participative, je respire. Quand je le fais avec les étudiants qui reviennent avec des observations, je reviens aux sources, je reviens aux motivations personnelles."

La troisième mission pourrait ainsi constituer un **antidote à la bureaucratisation**, en redonnant du sens au travail académique.

ACQUIS ET OPPORTUNITÉS : DES BASES À EXPLOITER

1. Capital humain et engagement

Forces identifiées :

- **Engagement familial fort** pour l'éducation
- Culture de la valorisation du savoir
- Population étudiante importante et dynamique
- Communauté de chercheurs productive

2. Initiatives structurantes en cours

Programme "Comprendre l'entreprise" :

- Déployé dans **55 pays**
- Formation de **200 enseignants-formateurs** en Tunisie
- Compétences transversales en entrepreneuriat

- Toutes spécialités confondues (licence, master, ingénierie)

Accréditation en entrepreneuriat :

- Exemple réussi : Université de la Manouba
- Modèle duplicable pour autres universités
- Besoin d'expertise technique et d'accompagnement

Digitalisation en marche :

- 8 000 vouchers de formation numérique gratuite
- Développement d'un **système d'information interopérable**
- Plateformes numériques existantes à connecter

3. Outils méthodologiques disponibles

Toolbox Community Engagement (projets Erasmus+) :

TEFCE (phase 1) : Processus en 5 étapes

1. Quick Scan (exploration initiale)
2. Mapping (cartographie approfondie)
3. Dialogue participatif
4. Rapport institutionnel
5. Plan d'action

SHEER (phase 2) : Développement du plan institutionnel

SPACE (phase 3) : Support aux professionnels et académiciens

Avantages de ces outils :

- Flexibilité et adaptabilité aux contextes locaux
- Approche participative et réflexive
- Guides concrets sans formalisme excessif
- Expérience internationale validée

LE CONTEXTE POST-COVID : UN MOMENT RÉVÉLATEUR

La démonstration d'un potentiel latent

Ce que la crise a révélé :

- **Capacité de mobilisation rapide** des universités
- **Mise à disposition immédiate** des compétences et savoir-faire
- **Collaboration effective** entre universités, hôpitaux, autorités
- **Production de solutions concrètes** (équipements, protocoles, recherches)
- **Réponse adaptée** à un défi sociétal imprévu majeur

L'enseignement à tirer :

"C'est avec ce type d'activité qu'on retrouve la mission de l'université : son ancrage dans la société."

La question stratégique : Comment **institutionnaliser** cette capacité de réponse plutôt que de la réserver aux situations d'urgence ?

PROBLÉMATIQUES TRANSVERSALES

1. La question de l'évaluation : un enjeu de pouvoir

Le piège des indicateurs universels :

L'atelier a souligné que les systèmes d'évaluation actuels créent des **distorsions structurelles** :

Exemple italien cité :

- Indicateur : taux d'employabilité des diplômés
- **Sardaigne** : faible tissu économique → faible employabilité → mauvais score
- **Milan** : tissu économique dense → forte employabilité → bon score

Question soulevée :

"Qu'est-ce qu'on évalue : l'institution ou le système dans lequel les étudiants vont s'insérer ?"

Le cercle vicieux des ressources :

- Les "plus forts" influencent les critères d'évaluation
- Les critères favorisent structurellement les "plus forts"
- Les ressources vont aux mieux évalués
- **Les inégalités se creusent**

La proposition alternative :

- Lignes directrices nationales générales
- Indicateurs contextualisés définis **avec les partenaires locaux**
- Évaluation basée sur des **études d'impact situées**
- Fonction d'apprentissage plutôt que sanction/récompense

2. Autonomie et responsabilité : les deux faces d'une même pièce

L'équation manquante :

AUTONOMIE ≠ INDÉPENDANCE

AUTONOMIE = LIBERTÉ D'ACTION + REDEVABILITÉ

L'expérience italienne citée :

"En Italie, nous avons perdu notre autonomie parce qu'on l'a exercée comme indépendance. On pensait pouvoir faire ce qui nous accomode et on a perdu la confiance de la société."

Le défi tunisien :

- Obtenir l'autonomie (administrative, financière, académique)
- **Simultanément** construire les mécanismes de redevabilité
- Impliquer les parties prenantes dans la définition des objectifs
- Rendre compte de manière transparente

3. La spécialisation vs la couverture exhaustive

Le diagnostic :

"Nos universités veulent couvrir tous les domaines et finalement elles ne se distinguent dans aucun."

La tendance internationale :

- Spécialisation thématique forte

- Identité disciplinaire claire
- Excellence reconnue dans des créneaux spécifiques

L'ancrage territorial comme solution :

- Gabès : industries chimiques et énergies
- Sud : agriculture saharienne et énergies renouvelables
- Zones touristiques : tourisme durable et patrimoine
- Capitale : services, technologies, finance

Le bénéfice attendu :

- Reconnaissance nationale et internationale
- Partenariats ciblés avec secteurs économiques correspondants
- Recherche ancrée dans les problématiques locales
- Attractivité renforcée

POSITIONNEMENT GÉOPOLITIQUE ET IDENTITAIRE

Une identité à affirmer

Le débat lors de l'atelier :

- Tentation initiale : "devenir la Silicon Valley"
- Évolution : "économie de l'imaginaire"
- Consensus final: "**Notre récit à raconter**"

Les atouts géostratégiques :

- Position méditerranéenne
- Porte de l'Afrique
- Pont entre mondes arabe et européen
- Richesse culturelle millénaire

La question identitaire :

"Peut-être qu'on a l'université à réinventer en Tunisie."

Cette réflexion suggère une **voie tunisienne originale** plutôt qu'une imitation de modèles étrangers.

SYNTHÈSE : LES NŒUDS CRITIQUES

Obstacles structurels majeurs

Obstacle	Impact	Priorité
Carte universitaire figée	Inégalités territoriales, impossibilité d'ancrage local	● CRITIQUE
Absence d'autonomie réelle	Rigidité, lenteur, démotivation	● CRITIQUE

Dualité public/privé inéquitable	Reproduction des inégalités sociales	● CRITIQUE
1/3 de chômage des diplômés	Légitimité du système menacée	● CRITIQUE
120ème rang valorisation recherche	Gaspillage du potentiel scientifique	● MAJEUR
Fuite massive des cerveaux	Perte du capital humain formé	● MAJEUR
Bureaucratisation excessive	Perte de sens, inefficacité	○ IMPORTANT
Invisibilité des pratiques existantes	Non-valorisation, démotivation	○ IMPORTANT

CONCLUSION : UN SYSTÈME À LA CROISÉE DES CHEMINS

Le constat paradoxal

L'enseignement supérieur tunisien se trouve dans une situation **simultanément encourageante et préoccupante** :

Encourageante parce que :

- Le potentiel existe (production scientifique, engagement, infrastructures)
- Des initiatives prometteuses sont en cours
- La crise COVID a démontré la capacité de mobilisation
- Les outils méthodologiques sont disponibles

Préoccupante parce que :

- Les dysfonctionnements sont structurels, pas conjoncturels
- Le système actuel produit mécaniquement de l'exclusion
- La bureaucratie étouffe les initiatives
- L'impact sociétal reste marginal malgré l'excellence scientifique

L'urgence d'un changement de paradigme

La troisième mission ne peut pas être une **simple addition** d'activités aux missions existantes. Elle nécessite une **transformation profonde** :

1. **Institutionnelle** : autonomie réelle, gouvernance participative
2. **Pédagogique** : formation citoyenne, compétences transversales
3. **Scientifique** : recherche ancrée, transfert effectif
4. **Territoriale** : carte universitaire repensée, spécialisations assumées
5. **Sociétale** : inclusion véritable, redevabilité transparente

La fenêtre d'opportunité 2025-2035

L'horizon 2035 offre une **décennie pour transformer** le système. Les participants à l'atelier ont montré qu'une vision ambitieuse est possible, à condition de :

- ✓ Affronter les **tabous** (carte universitaire, autonomie, évaluation)
- ✓ Valoriser l'**existant invisible**
- ✓ Donner les **moyens réels** de l'autonomie
- ✓ Construire une **identité tunisienne** de l'enseignement supérieur
- ✓ Impliquer **tous les acteurs** dans une démarche participative

L'enjeu final : faire en sorte que l'excellence scientifique tunisienne (top 10 mondial) se traduise par un impact sociétal équivalent, plutôt que de rester une performance déconnectée de la réalité du pays.

- **Session 2: Panel : La troisième mission de l'enseignement supérieur en Tunisie : état des lieux ;**

Ce panel a réuni plusieurs experts et universitaires qui ont partagé leurs réflexions sur la place de l'université dans la société au-delà de ses fonctions classiques d'enseignement et de recherche. Plusieurs idées ont été discutées lors de ce panel :

1. CONSTATS GÉNÉRAUX

1.1 Une mission non formalisée mais omniprésente

Paradoxe tunisien :

- La troisième mission existe dans la pratique mais n'est pas définie institutionnellement
- Le ministère s'appelle "Ministère de l'Enseignement Supérieur (mission 1) et de la Recherche Scientifique (mission 2)"
- La troisième mission est présente mais sans cadre formel

Constat partagé (Prof. Abdelmottaleb) :

- "Ce qui n'est pas obligatoire dans les tâches des universités"
- Formation et recherche = obligatoires
- Activités culturelles, partenariats, engagement sociétal = non obligatoires par la loi
- Mais évalués sur ces résultats dans grilles de passage de grade

1.2 Ambiguïtés juridiques majeures

Textes de loi incohérents (Prof. Jouhaina) :

- Loi de 2008 : Définit 6 missions pour l'université (pas 3 !)
- Ambiguïtés multiples, glissements sémantiques
- Exemple absurde : "Coordination entre établissements" = une mission
- Urgence : Réécrire textes (demandé depuis 2015)

Manque de cadrage institutionnel :

- 40%+ des plans stratégiques n'incluent pas la 3ème mission (enquête INQAAHE)
- Pas de structure dédiée
- Pas de reconnaissance dans carrières
- Repose essentiellement sur bénévolat

2. PROBLÈMES STRUCTURELS IDENTIFIÉS

2.1 Crise de l'employabilité

Chiffres alarmants (Prof. Mounir - DGRU) :

- 3500+ formations en licence et master
- Problème d'insertion professionnelle majeur dans certains secteurs
- Effectifs réels très réduits dans certaines formations

Système LMD :

- Lancé 2006-2007
- Jamais évalué depuis (Prof. Hamdi)
- Besoin d'adaptation au contexte tunisien

2.2 Problème de rémunération des intervenants externes

Obstacle majeur (Prof. Mounir) :

- Industriel payé 10 dinars/heure pour vacation
- Sa journée réelle = 800 dinars

- Benchmark France : 80% des cours 3ème année assurés par industriels (Télécom Paris, ENSTA)
- En Tunisie : Viennent 1ère année (connaissance personnelle) puis arrêtent

Conséquence : Difficulté d'impliquer monde socio-économique dans formations

2.3 Bénévolat non durable

Constats unanimes :

- Activités 3ème mission reposent sur volontariat
- Non durable sur long terme
- Pas de statut du personnel impliqué
- Problème de reconnaissance et valorisation

Financement :

- Actions s'arrêtent à fin de financement projet
- Difficulté de pérenniser

2.4 Manque d'autonomie des structures

Pôles entrepreneurs et centres de carrière (Prof. Salma) :

- Existent dans toutes universités
- Sans autonomie administrative et financière
- Conséquence : Missions entravées
- Besoin de textes juridiques pour existence formelle

2.5 Cloisonnement institutionnel

"Archipel d'îles volcaniques" (Prof. Juhaina) :

- Université = établissements travaillant isolément
- Manque d'identité universitaire commune
- Certains établissements ont "leur propre drapeau"

Pluridisciplinarité mal exploitée (Prof. Abdelmottaleb) :

- Atout majeur des universités tunisiennes
- Malheureusement très mal exploité
- Potentiel énorme pour répondre aux besoins société

3. BONNES PRATIQUES EXISTANTES

3.1 Entrepreneuriat

Pôles Étudiants Entrepreneurs (Prof. Salma) :

- Développés dans pratiquement toutes universités
- Source de motivation étudiants
- Promotion culture entrepreneuriale
- Création multiples partenariats
- Accompagnement jusqu'à création start-ups
- Beaux résultats au fil des années

Incubateurs (Prof. Abdelmottaleb - Gabès) :

- Incubateur sociétal et solidaire : Très bien réussi
- Incubateur innovation technologique (inauguré nov. 2024)
- Partenaire industriel important
- Impact régional (tout le gouvernorat)

3.2 Engagement étudiant

Fête de fin d'année (Prof. Salma) :

- Avant 2014 : Organisation administrative, critiques Facebook
- Depuis 2014 : Étudiants organisent (20 présidents clubs)
- Responsabilisation, compétition clubs
- Animation 100% étudiante

Actions COVID (Prof. Abdelmottaleb - Gabès) :

- Élève ingénieur → Startup primée mondialement
- Réparation appareils médicaux, fabrication masques
- Collaboration 3 hôpitaux régionaux
- Actions humanitaires étudiants étrangers
- Effet d'entraînement sur enseignants

Autres exemples Gabès :

- Journée interculturelle (coutumes, gastronomie)
- Résolution problème ordures campus (7 étudiants ingénieurs)

3.3 Recherche participative

Unité Communication Sciences et Société (Dr. Mariem - Institut Pasteur) :

- Créée il y a 4 ans
- Projet INSPIRE : Collaboration chercheurs-associations
- Co-création : Besoin association → Projet recherche
- Étudiant master réalise travail (sensibilisation)
- Chaire UNESCO recherche participative

Innovations :

- Module "Sciences et Société" 20h (ISSBAT, 4 ans)
- Ateliers délibératifs (notes politiques pour décideurs)
- Transfert connaissance réinventé : Recherches → Recommandations politiciens
- Collaboration plateforme Jemity (associations)

3.4 Formations innovantes

Parcours co-construction (Vice-présidente Monastir) :

- Avec monde professionnel depuis 10+ ans
- Taux insertion : 65%
- Problème : Visibles seulement en L3
- Proposition : Dès N1

Programme "Comprendre l'entreprise" :

- Programme international (55 pays)
- 200 enseignants formateurs déjà formés en Tunisie
- Organisation Internationale du Travail

Certifications numériques :

- 8000 vouchers Microsoft gratuits distribués
- Convention MESRS + Microsoft via Smart Tunisia

4. ENQUÊTE INTERNATIONALE (INQAAHE)

Constats :

- Thématique de plus en plus importante
- Besoin de moyens pour inciter universités
- Deux premières missions : claires, réglementées
- Troisième mission : Pas de cadre formel

5. DÉFIS IDENTIFIÉS

5.1 Défis de gouvernance

Leadership (Prof. Salma) :

- Près de 500 universités européennes : Problème engagement leadership
- Manque de conviction
- Manque d'engagement dans plans stratégiques

"Affaire de tout le monde" :

- Quand pas de structure dédiée → Personne ne fait rien

- Besoin structures permettant plan stratégique et indicateurs suivi

5.2 Défis d'évaluation

Absence d'indicateurs :

- Besoin indicateurs pour suivre évolution engagement
- Valoriser pour convaincre non-engagés
- Intégrer dans évaluation carrières, laboratoires, recrutements

Rankings (Prof. Salma) :

- Times Higher Education et QS : Intègrent ODD
- EUTOPIA (Commission européenne) : Intègre 3ème dimension
- A motivé universités tunisiennes à s'intéresser aux ODD

Alerte (Prof. Joughaina) :

- Mimétisme basé sur rankings problématique
- Pas basé sur solidarité ni coopération
- "Choisir la course" plutôt que courir aveuglément

5.3 Défis identitaires

Universités n'existent pas en tant que telles (Prof. Joughaina) :

- Pas d'étudiants, pas d'enseignants à l'université
- Établissements travaillent isolément
- Premier travail : Construire identité

Fierté à développer :

- "En Afrique, on n'est pas fier de nos universités"
- Afrique a 3 universités les plus vieilles au monde (pas assez dit)
- Besoin de changer de récit (projet recherche en cours)

5.4 Défis de vision

Question fondamentale (Jamel Azibi - ATEA) :

- "Peut-on réussir mission enseignement supérieur sans vision ?"
- Ce qui manque aujourd'hui : Vision pour enseignement supérieur

Concepts clés Prix Nobel :

- Engagement, Innovation, Impact
- Doivent être au cœur de chaque mission

6. ANNÉE CHARNIÈRE 2025-2026

Grand chantier de réhabilitation (Prof. Mounir - DGRU) :

Nouveautés annoncées

Nouveau guide des offres de formation :

- Diffusion dans prochains jours
- Guide "consistant" (détaillé)
- Garanties que établissements capables d'assurer formations

Principes directeurs :

1. Étudiant au centre (pas adapter formations aux enseignants)
2. Audit interne obligatoire (indicateurs précis, taux insertion)
3. Ancrage territorial (répondre besoins régionaux)
4. Participation monde socio-économique dans conseils scientifiques

Rôle renforcé des universités :

- Coordination offres entre établissements
- Éviter duplication
- Spécificité de chaque établissement
- Comités d'étude (vs décisions "en 30 secondes")

Projets en cours

Projet PASE (Union européenne) :

- Budget très important
- Objectif : Ouverture sur monde socio-économique
- Établissements touchés directement

Projet PACE (Banque mondiale) :

- Démarrage dans quelques semaines

7. ENJEU EXISTENTIEL

Message Prof. Jouhaina (Vice-présidente Association Internationale des Universités/UNESCO) :

Constat mondial :

- 10ème conférence sur futur universités
- Prochaine : Sur la confiance
- Nouveau contrat social universités-société nécessaire

Question existentielle :

"Si on ne se pose pas les bonnes questions aujourd'hui, l'université n'existera peut-être plus. C'est quelque chose que toutes les universités du monde se posent."

Impératif tunisien :

- Se poser question en tant que Tunisiens
- Avoir réponse en tant que Tunisiens
- Pour peser dans futur enseignement supérieur mondial

8. DÉFINITIONS ÉMERGENTES

Responsabilité Sociale des Universités (RSU)

Parallèle avec RSE (Prof. Salma) :

- Être responsable envers société, environnement
- Logique de parties prenantes (stakeholders)
- Répondre attentes de tous acteurs (pas seulement administratif/étudiants)
- Aller au-delà missions traditionnelles

Trois mécanismes d'institutionnalisation (Prof. Jouhaina)

Pour que 3ème mission devienne "attendue" d'université :

1. Coercition : Lois, obligations (à développer)
2. Normes : Experts spécialisés traduisant comportements attendus (en construction)
3. Mimétisme : Partage bonnes pratiques (⚠ attention rankings vs solidarité)

"Ce qui n'est pas obligatoire" (Prof. Abdelmottaleb)

Définition pragmatique :

- Obligatoire : Formation et recherche
- Non obligatoire : Activités culturelles, partenariats, engagement
- Mais important pour université et environnement socio-économique
- Et évalué dans passage grades (scoring croissant)

9. CHANGEMENT DE PARADIGME NÉCESSAIRE

Former des citoyens (Prof. Salma)

Arrêter de penser : Université forme "futurs diplômés"

Commencer à penser : Université forme "futurs citoyens"

Ces citoyens deviendront managers, enseignants, chercheurs, acteurs société → Culture engagement se perpétue

Conduite du changement (Prof. Jouhaina)

3 étapes :

1. Dégeler : Montrer urgence, "on ne peut plus continuer comme ça"
2. Construire : Quick wins, coalition dominante, petits pas
3. Gérer : Pérenniser

Ingrédients succès :

- Montrer que ça marche rapidement
- Avoir moteurs pour autres
- Communication claire
- Ne pas y aller seul

Obstacle majeur : Résistance au changement (très forte à université publique tunisienne)

10. PROPOSITIONS CONCRÈTES

Du panel

Outils des sciences (Dr. Mariem) :

- Structures intermédiaires associations-chercheurs-universitaires
- Exemple à Alger et Pasteur
- Formations éthique incluses

Module Sciences et Société :

- Généraliser à autres universités/masters

Master indifférencié (Prof. Mounir - avis personnel) :

- Ni professionnel ni recherche
- Unités enseignement avec colorations selon contexte

Du public

Parcours co-construction (Vice-présidente Monastir) :

1. Rendre visibles dès N1 (actuellement L3 seulement)
2. Proposer dès N1 (pas seulement L3)

Thèses professionnelles :

- Ouvrir porte master professionnel pour inscription thèse
- Arrêter contradiction : Encourager master pro puis interdire thèse

Conseils locaux/régionaux :

- Les impliquer dans conseils scientifiques universités
- Font excellent travail définition besoins délégation/région

Associations jeunes chercheurs :

- Cadre adéquat pour activités 3ème mission
- Réseau société civile
- Collaborations internationales/nationales
- Levée de fonds R&D

Au cours de la deuxième partie de la journée, les experts ont animé un atelier ciblé réunissant des décideurs de l'enseignement supérieur. Cet atelier a été principalement consacré à la présentation d'une **boîte à outils dédiée à la Troisième Mission**, conçue pour soutenir les universités et autres organisations dans le développement de leurs activités de Troisième

Mission.

Cette présentation a été assurée par **Andrea Vargiu**, expert européen et coordinateur de l'association **Sciences Citoyennes** (<https://community-engagement.eu/toolbox/>).

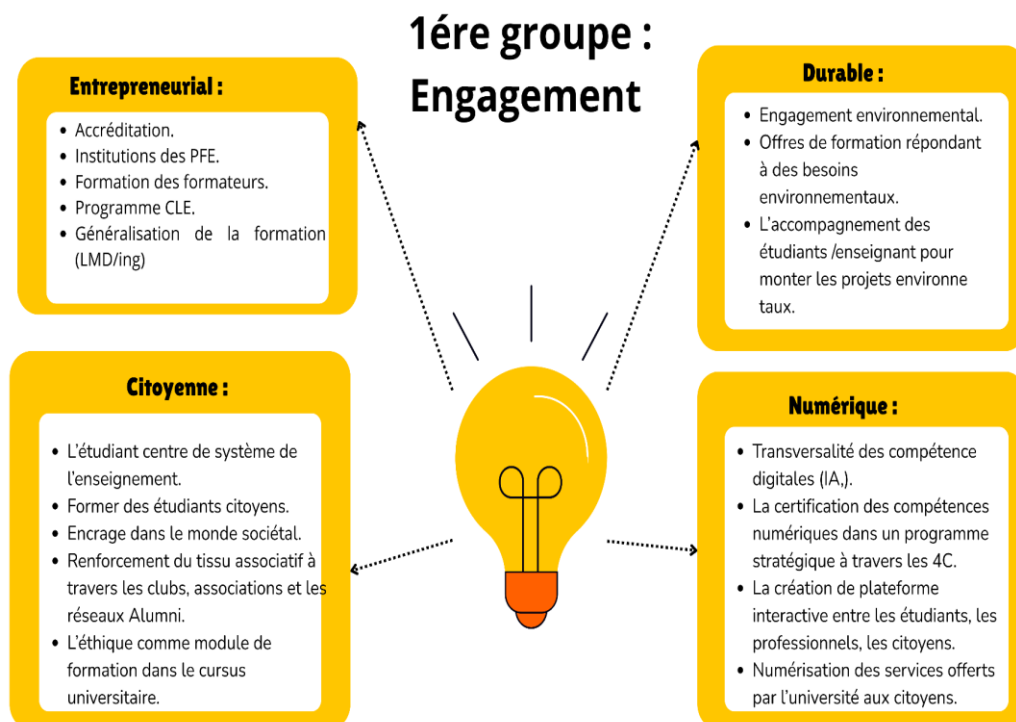
Dans un second temps, l'atelier s'est poursuivi sous la forme d'un **atelier scénario animé par Dr. Glen Millot**, expert européen et coordinateur de l'association **Sciences Citoyennes**. Cet exercice participatif a constitué un **espace d'échange et de co-construction**, favorisant le partage d'idées et l'identification de pistes concrètes pour le renforcement de la Troisième Mission au sein des universités.

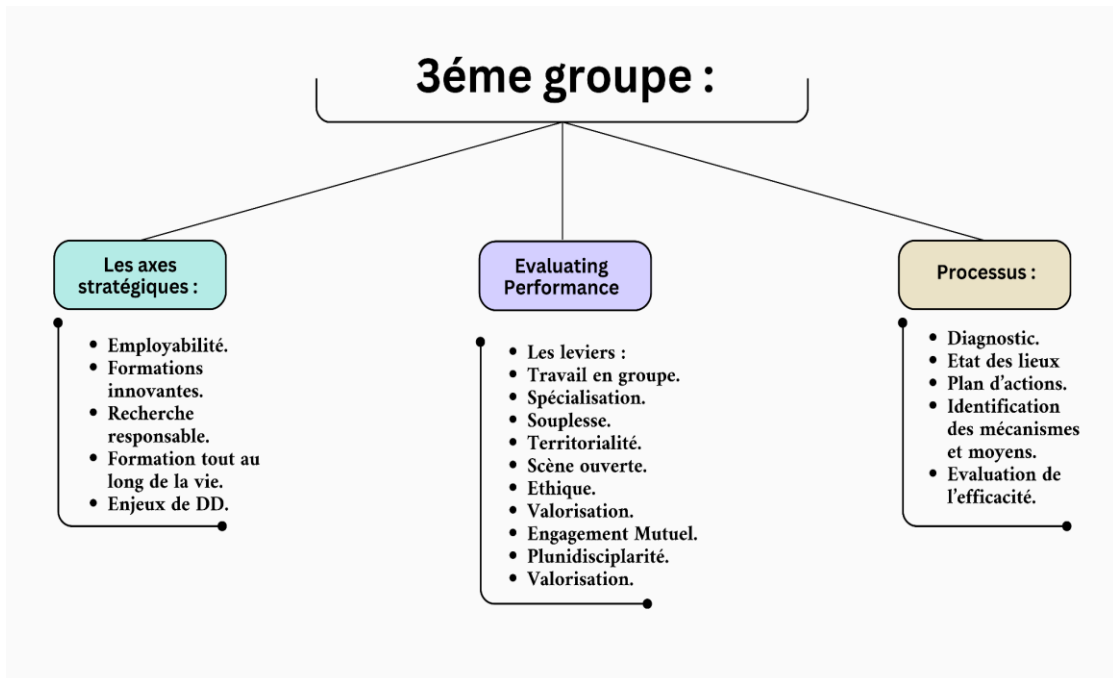
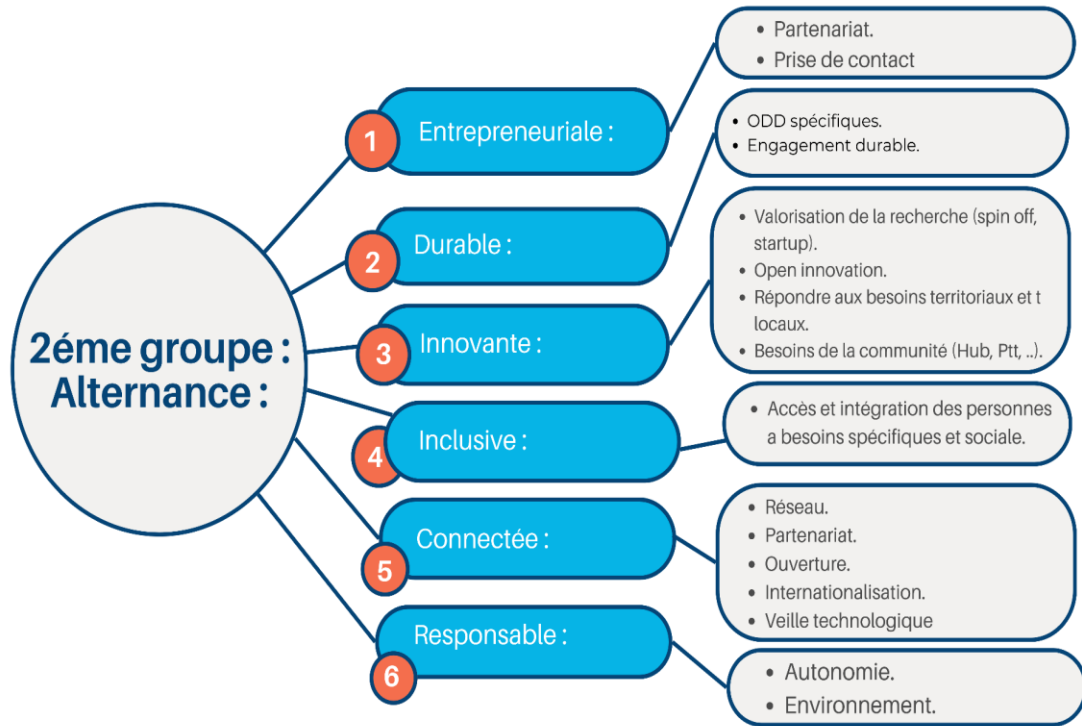
L'atelier s'est appuyé sur une approche par scénarios intitulée : **« Quelles stratégies pour la Troisième Mission des universités : université transformatrice et inclusion sociale »**.

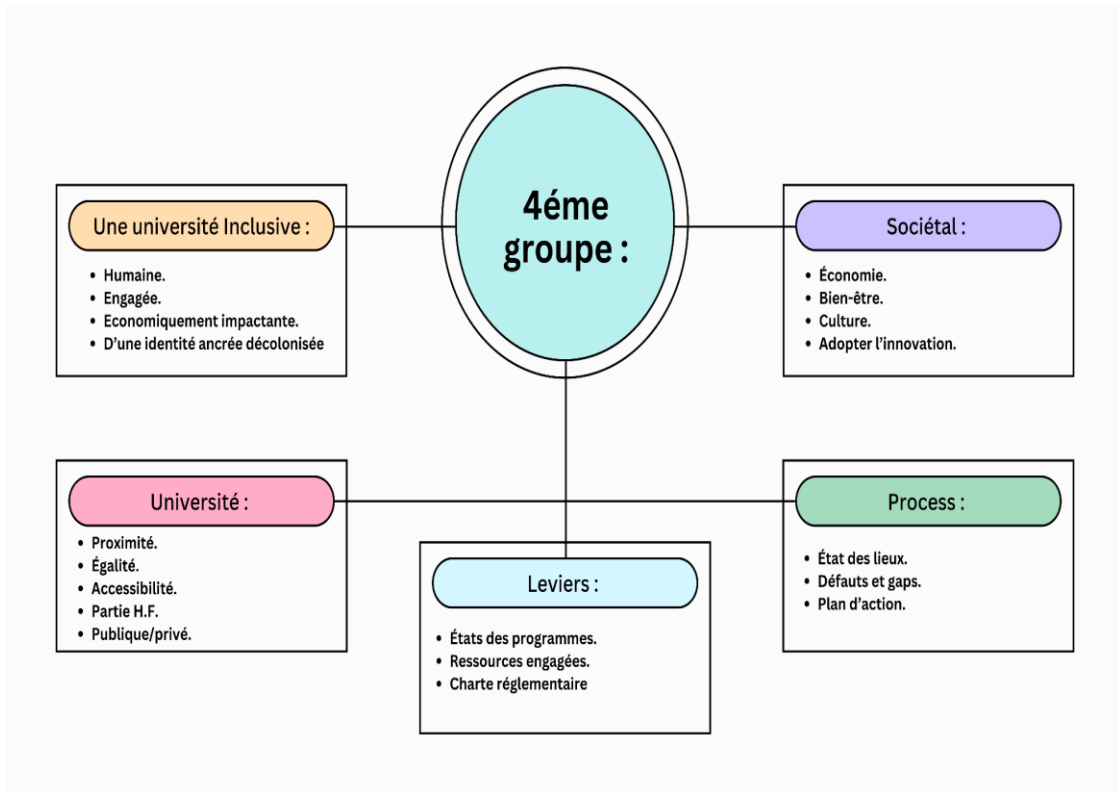
Deux questions ont été abordées :

1. Les propositions clefs pour la stratégie de la troisième mission pour la Tunisie.
2. Stratégie d'élaboration.

Chaque groupe a évoqué les meilleures pratiques pour que l'université soit entrepreneuriale, durable, inclusive, innovante et encore numérique.







RECOMMANDATIONS POUR LA TUNISIE

NIVEAU	DOMAINE	RECOMMANDATIONS CLÉS
NATIONAL - POLITIQUE	Cadre législatif	<ul style="list-style-type: none"> • Réécrire la loi 2008 (clarifier 3 missions au lieu de 6 ambiguës) • Créer statut juridique personnel impliqué 3ème mission • Résoudre problème rémunération intervenants .
	Vision stratégique	<ul style="list-style-type: none"> • Élaborer vision claire horizon 2035 • Placer Engagement, Innovation, Impact au cœur • Assurer alignement politiques tous niveaux
	Évaluation système	<ul style="list-style-type: none"> • Évaluer système LMD (jamais évalué depuis 2006) • Consolider deux premières missions avant construire troisième
	Financement	<ul style="list-style-type: none"> • Créer programme national recherche partenariale

		<ul style="list-style-type: none"> • Sauvegarder minimum 3% budget pour projets société civile • Résister influence lobbies industriels
INSTITUTIONNEL - UNIVERSITÉS	Structures dédiées	<ul style="list-style-type: none"> • Créer structures avec autonomie administrative/financière • Centres 4C, Pôles entrepreneurs, Cellules qualité • Dotation 0,3-0,5% budget universitaire • Personnel dédié (pas uniquement bénévoles) • outils des Sciences (capitaliser réseau Tunis 2017/2019)
	Plans stratégiques	<ul style="list-style-type: none"> • Intégrer 3ème mission dans plans (absent 40%+ établissements) • Définir objectifs chiffrés et indicateurs suivi • Intégrer dans évaluation carrières (recrutement, promotion)
	Identité	<ul style="list-style-type: none"> • Construire identité universitaire (dépasser "archipel îles") • Spécialisation thématique forte (2-3 domaines excellence) • Cohérence avec besoins territoriaux
	Pluridisciplinarité	<ul style="list-style-type: none"> • Décloisonner établissements • Exploiter pluridisciplinarité (atout majeur mal utilisé) • Créer projets transversaux
OPÉRATIONNEL - FORMATIONS	Offre formation	<ul style="list-style-type: none"> • Audit interne systématique (taux insertion, devenir diplômés) • Ancrage territorial (répondre besoins régionaux) • Co-construction avec monde professionnel • Parcours alternance visibles dès N1 (pas

		<p>seulement L3)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Thèses professionnelles (après master pro)
	Pédagogie	<ul style="list-style-type: none"> • Former citoyens (pas seulement diplômés) • Généraliser module "Sciences et Société" 20h • Étudiant au centre (former pour emploi, pas chômage) • Community-Based Learning
	Recherche	<ul style="list-style-type: none"> • Recherche partenariale intérêt général • Co-construire questions recherche (pas seulement réponses) • Impliquer étudiants master (sensibilisation citoyenne) • Transfert connaissance réinventé (notes politiques, ateliers)
TRANSVERSAL	Communication	<ul style="list-style-type: none"> • Rendre visible existant (beaucoup fait, peu visible) • Recenser activités 3ème mission • Partager bonnes pratiques • Valoriser travail accompli
	Conduite changement	<ul style="list-style-type: none"> • Méthodologie : Dégeler → Construire → Gérer • Quick wins + Coalition dominante + Petits pas • Gérer résistance changement (très forte)
	Collaboration	<ul style="list-style-type: none"> • Solidarité universités (pas seulement compétition rankings) • Événement follow-up avec UTICA, socio-économiques, étudiants • Impliquer conseils locaux/régionaux • Renforcer liens société civile
	Autonomie responsable	<ul style="list-style-type: none"> • Autonomie = Liberté action + Redevabilité (pas indépendance) • Autonomie administrative, financière, académique

		• Rendre compte aux citoyens (accountability horizontale)
INSTITUTIONNALISATION	3 mécanismes	<p>Coercition : Lois et obligations (cadre législatif contraignant)</p> <p>Normes : Former experts 3ème mission, créer communauté pratique</p> <p>Mimétisme : Bonnes pratiques + solidarité (pas seulement rankings)</p>

L'URGENCE N'EST PAS D'INVENTER LA 3ÈME MISSION, MAIS DE :

- FORMALISER ce qui existe déjà
- RECONNAÎTRE dans carrières et évaluations
- STRUCTURER avec moyens dédiés pérennes
- PÉRENNISER au-delà du bénévolat
- VALORISER et communiquer sur l'existant

ANNEXE 1 : Biographie DES EXPERTS :



Pr. Andrea Vargiu, Directeur, FOIST, Laboratoire pour les politiques sociales et les processus formatifs, Université de Sassari

Andrea Vargiu, né à Sassari (Sardaigne, Italie) en 1965, est professeur titulaire de sociologie et de méthodologie de la recherche sociale à l'Université de Sassari depuis 1999. Il est président du master en Travail social et politiques sociales et dirige le laboratoire FOIST dédié aux politiques sociales et aux processus formatifs. Il a occupé plusieurs postes de responsabilité académique, participé à de nombreux comités scientifiques et organisé des écoles d'été méditerranéennes en théorie sociologique. Il

a été professeur invité dans plusieurs universités internationales (Paris, Lisbonne, Tunis, Kazan, Brésil) et a présenté ses recherches lors de conférences sur tous les continents. Ses travaux portent sur l'engagement public de la recherche, l'innovation responsable, la citoyenneté active, le tiers secteur, et les politiques sociales. Il utilise des approches comme la recherche-action, l'évaluation et l'analyse des réseaux sociaux. Il a contribué à plusieurs projets européens (PERARES, EnRRICH, K4C) et coordonné des projets nationaux en Italie. Auteur d'une dizaine de livres et de nombreux articles en italien, français et anglais, il est également expert évaluateur pour divers organismes européens et internationaux.



Dr. Glen Millot, Coordinateur de l'association Sciences Citoyennes, France

Glen Millot est coordinateur de l'association Sciences Citoyennes depuis 2004, où il mène des travaux sur les relations entre science, société et démocratie. Il développe des actions et des plaidoyers sur la recherche participative, la déontologie de l'expertise, les droits des lanceurs d'alerte, la gouvernance de la recherche et les procédures participatives en innovation, comme les conventions citoyennes. Il est également animateur du réseau francophone des Boutiques des sciences, structures qui mettent en lien chercheurs et acteurs de la société civile pour répondre à des demandes sociales de recherche.

À l'échelle européenne, il est expert auprès de la Commission européenne depuis 2018, notamment dans l'évaluation de projets Horizon 2020 et Horizon Europe. Il a contribué à plusieurs projets européens tels que PERARES, TeRRIFICA, ou TRAMS, centrés sur la co-construction des savoirs et la recherche responsable. Il a également été délégué général de la Maison des Lanceurs d'Alerte entre 2021 et 2023, et participe toujours à ses actions.

ANNEXE 2 : PHOTOS DE L'ÉVÉNEMENT



